

XVII^E LÉGISLATURE

Bilan

2024 - 2025



ENSEMBLE
POUR LA RÉPUBLIQUE



SOMMAIRE

Mieux valoriser le travail	4
Pour nos agriculteurs	5
Autorité sécurité et justice	6
Simplifier le quotidien des français	9
Renforcer l'accès à la santé	10
Protéger les droits des femmes	11
Protéger et accompagner nos enfants	12
Protection de l'environnement	13
Un budget pour le pays	15
Rayonnement de la France à l'international	16
Défense	17
Outre-mer	18

Mieux valoriser le travail

**Le travail doit retrouver sa juste place : la première.
Nous sommes le groupe du travail et des travailleurs.**



Nos objectifs :

- Désmicardiser et mieux rémunérer le travail ;
- Viser le plein emploi ;
- Améliorer le quotidien de tous les salariés.

Nous avons :

- Protégé nos auto-entrepreneurs en demandant l'abandon définitif de la réforme des seuils de TVA pour les micro-entreprises pour 2025 et sécurisé leur avenir** en adoptant à l'Assemblée l'abrogation définitive de cette mesure : 200 000 micro-entreprises, maillons essentiels de nos territoires, protégées ;
- Proposé plusieurs mesures pour augmenter l'offre de logements sociaux à destination des agents publics en facilitant la proposition de logements liés à une fonction** : aider les agents publics à trouver un logement, y compris en zone tendue, c'est améliorer l'attractivité des métiers de la fonction publique et renforcer le fonctionnement des services publics dans les territoires ;
- Poursuivi la lutte contre les discriminations au travail : nous avons proposé de protéger les personnes engagées dans un parcours de PMA ou d'adoption des discriminations** au travail. Nous sommes fiers de l'avoir porté et fait adopter à l'Assemblée.



Pour nos agriculteurs

Notre conviction est claire : pas de pays sans paysan, pas de France sans agriculture. Protéger la souveraineté alimentaire française est essentielle.



Nos objectifs :

- Simplifier le quotidien des agriculteurs ;
- Préserver la souveraineté agricole ;
- Mieux rémunérer le travail ;
- Assurer le renouvellement des générations.

Nous avons :

- Inscrit dans la loi le principe : pas d'interdiction, sans solution ;
- Crée un volontariat agricole ;
- Labellisé des formations Bac+3 aux métiers de l'agriculture ;
- Mis en place une aide au passage de relais pour les exploitants proches de la retraite mettant leur exploitation à disposition d'un jeune agriculteur pour son installation ;
- Mis en place un réseau départemental de guichets uniques pour l'aide à l'installation et à la transmission ;
- Mis en place des mesures fiscales pour favoriser la transmission des exploitations aux jeunes ;
- Mobilisé des prêts garantis par la puissance publique pour les nouveaux installés ;
- Pérennisé, pour les cultures en pente et les bananeraies, l'épandage par drones de trois catégories de produits phytopharmaceutiques : produits de biocontrôle, produits autorisés en agriculture bio et produits à faible risque au sens du droit européen ;
- Rappelé notre opposition au Mercosur.



Autorité, sécurité et justice

Le respect de l'autorité est le socle de la confiance : nous soutenons une République ferme pour une France apaisée.



Nos objectifs :

- **Mieux armer** ;
- **Mieux former** ;
- **Mieux signaler** ;
- **Mieux protéger** ;
- **Mieux prévenir**.

Nous avons :

- Fait adopter la loi pour renforcer le continuum de sécurité dans les transports et donner tous les moyens nécessaires à nos forces de sécurité pour protéger les usagers des transports en commun : la sécurité du quotidien est notre priorité ;
- Fait adopter la loi visant à lutter contre les narcotrafics : démantèlement des têtes de réseaux, lutte contre le blanchiment, permettre de nouvelles techniques d'enquête, création de quartiers de lutte contre la criminalité organisée au sein de certaines prisons. Notre détermination reste sans faille pour lutter contre le trafic de stupéfiants et les narcotraiquants. Ils détruisent des familles. Les règlements de compte, les assassinats, la violence, ce n'est plus possible, c'est insupportable de voir la souffrance, la douleur ;
- Soutenu la création d'un délit d'homicide routier. Cette loi permettra de poursuivre les responsables d'accidents mortels accompagnés d'une circonstance aggravante (consommation de stupéfiants ; défaut de permis) pour "homicide routier" et non plus pour "homicide involontaire", un qualificatif dénoncé par les victimes et leurs familles ;
- Soutenu une proposition de loi améliorant la notification de la décision de classement sans suite d'une plainte. Les victimes et les associations dénonçaient une information trop tardive délivrée par le parquet, empêchant les victimes de pouvoir intenter le moindre recours ou la moindre action, au regard des délais des prescriptions ;
- Appelé à mettre fin à la culpabilisation des victimes de violences physiques et sexuelles : le groupe Ensemble pour la République soutient la libération de la parole des victimes et leur prise en charge ;
- Soutenu la loi visant à renforcer la sécurité des professionnels de santé : tolérance zéro pour ceux qui agressent nos soignants. Personne ne devrait craindre pour sa sécurité sur son lieu de travail. Encore moins quand son travail consiste à prendre soin des autres et sauver des vies. Il est de notre responsabilité collective d'assurer des conditions de sécurité satisfaisantes au service des soignants et des patients.

Focus - Loi visant à renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants et de leurs parents

À l'initiative de notre Président de groupe Gabriel Attal, nous avons porté et fait adopter une loi pour renforcer la justice des mineurs. Cette loi s'inscrit dans le "choc d'autorité" engagé par Gabriel Attal, Premier ministre : enrayer la violence, aider et responsabiliser les parents, mettre un terme à l'impunité.

Avec cette loi, nous avons porté des mesures importantes concernant la responsabilité des parents :

- **Délit de soustraction d'un parent à ses obligations légales** envers son enfant mineur ;
- **Possibilité pour le juge des enfants de prononcer une amende civile à l'encontre des parents ne déférant pas aux convocations** du juge des enfants ;
- **Renforcement de la responsabilité civile des parents**, afin que les deux soient solidairement responsables des dommages causés par leurs enfants et non plus seulement le parent chez qui l'enfant habite ;
- **Interdiction d'aller et venir sur la voie publique sans être accompagné d'un de ses parents** ou d'un représentant légal.

À la suite de la décision du Conseil constitutionnel concernant cette loi, nous travaillons actuellement à une deuxième loi pour renforcer l'autorité de la justice à l'égard des mineurs délinquants.

Dans cette nouvelle proposition de loi, **nous porterons** :

- L'atténuation de l'excuse de minorité ;
- La création d'une comparution immédiate pour les mineurs récidivistes à partir de 16 ans.

Le Conseil constitutionnel n'a pas censuré le principe de ces deux mesures, il a censuré les modalités et donne les clés pour rendre ces mesures constitutionnelles. Le moyen le plus sûr de ne risquer aucune censure, c'est de ne rien faire. Nous refuserons toujours le défaitisme et l'immobilisme. **Nous n'abandonnerons jamais notre combat pour la jeunesse et l'apaisement de notre société.**

Focus - Loi visant à renforcer la lutte contre les fraudes aux aides publiques

Cette loi, portée par notre groupe, s'inscrit dans la continuité des mesures mises en place depuis huit ans, en particulier le plan de lutte contre les fraudes sociales, fiscales et douanières, présentés par Gabriel Attal en mai 2023.

Nos objectifs :

- **Lutter pour la justice sociale ;**
- **Renforçons les contrôles ;**
- **Durcir les sanctions contre les fraudeurs.**

La loi prévoit :

- **La suspension de l'octroi ou le versement des aides publiques en cas de suspicion de fraude ;**
- **L'augmentation des pénalités en cas de fraude** ou de manquement délibéré ;
- **Le renforcement du rôle de la DGCCRF et les échanges d'informations** entre administrations ;
- **Le renforcement de la lutte contre la fraude à la rénovation** (MaPrimeRénov' et MaPrimeAdapt') ;
- **Le renforcement de la lutte contre la fraude** aux certificats d'économie d'énergie ;
- **Interdiction du démarchage téléphonique d'un consommateur n'ayant pas exprimé préalablement son consentement** à faire l'objet de prospections commerciales.

Lutter contre la fraude, c'est assurer aux Français que leurs impôts et les ressources publiques sont employés de manière juste et efficace. Nous voulons une France où chacun paie ce qu'il doit et reçoit ce à quoi il a droit.



Simplifier le quotidien des Français

Les Français veulent une simplification de leur quotidien, les entreprises demandent moins de démarches administratives. La simplification est la clé pour remettre la confiance au cœur des relations entre l'administration et les citoyens.



Notre objectif :

Simplifier le quotidien de tous les Français dans tous les domaines (travail, santé, logement, administratif...).

Nous avons :



Porté l'autorisation de créer de nouvelles licences IV dans les établissements des communes de moins de 3 500 habitants. Une proposition de loi simple pour simplifier l'installation de nouveaux établissements dans les communes rurales, où ces bars sont bien souvent le cœur battant de nos villages : moins de paperasse, plus de convivialité ;



Fait adopter la loi visant à encadrer les meublés de tourisme type Airbnb pour favoriser le logement permanent. Notre objectif : donner la main aux maires pour réguler les meublés de tourisme. Ces nouvelles règles permettront, dans les zones tendues, de trouver le juste équilibre entre locations touristiques et logements des locaux ;



Porté le combat contre les fraudes aux moyens de paiement scripturaux (cartes bancaires, chèques, virements, prélèvements et cryptomonnaies). Notre objectif : mieux protéger les commerçants, nos concitoyens et nos finances publiques.



Renforcer l'accès à la santé

La santé est une priorité pour tous les Français. À ce titre, notre stratégie depuis 2017 est de former plus de médecins et de faire confiance aux professionnels paramédicaux pour assurer les soins qu'ils maîtrisent, libérant ainsi du temps médical aux médecins.



Nos objectifs :

- Former plus de médecins ;
- Renforcer et valoriser les compétences des paramédicaux ;
- Développer la prévention.

Nous avons :

- Porté et adopté une loi pour valoriser la profession d'infirmier : création d'une "consultation infirmier" ; autorisation pour les infirmières en pratique avancée de renouveler certaines ordonnances ; définir les missions socles des infirmiers : nous libérons du temps médical aux médecins et valorisons les professionnels paramédicaux, qui jouent un rôle essentiel auprès de tous les Français ;
- Soutenu la proposition de loi pour garantir un égal accès de tous à l'accompagnement et aux soins palliatifs : la douleur de chacun doit pouvoir être pris en charge et la fin de vie accompagnée ;
- Interdit les " puffs ", premiers contacts entre les jeunes et le tabac et catastrophes écologiques : la lutte contre le tabagisme, en particulier chez les jeunes, est une priorité ;
- Formulé des propositions concernant la prévention de la ménopause : information (éducation à la ménopause dès le collège) et écoute ; prévention et accompagnement (mise en place d'une consultation longue dédiée dès 45 ans); formation des employeurs pour adapter les conditions de travail des femmes ménopausées.



Protéger les droits des femmes

Depuis 2017, nous avons fait progresser les droits des femmes. Et nous continuerons à nous tenir en première ligne pour toujours mieux protéger les femmes et sécuriser leurs droits, comme l'inscription dans la Constitution de l'interruption volontaire de grossesse. Cette année encore, nous avons ouvert des débats majeurs, notamment pour mieux lutter contre les violences sexistes et sexuelles.



Nos objectifs :

- Poursuivre la lutte contre les violences sexistes et sexuelles ;
- Continuer les progrès entrepris pour atteindre l'Égalité réelle entre les femmes et les hommes.

Nous avons :



Porté une proposition de loi visant à modifier la définition pénale du viol et des agressions sexuelles pour inclure la notion d'absence de consentement, reflétant la réalité du crime et donnant aux enquêteurs et magistrats des outils supplémentaires pour étendre le champ de la preuve et lutter contre le sentiment d'impunité des agresseurs.



Déposé une proposition de loi visant à renforcer la lutte contre les violences faites aux femmes et aux enfants, en revenant sur les règles de prescription actuelles et en inscrivant dans la loi la définition du contrôle coercitif pour réprimer les schémas comportementaux qui diminuent la capacité d'action ou génèrent un état de vulnérabilité ou de sujétion.



Protéger et accompagner nos enfants

Nos enfants sont l'avenir. Nous devons les protéger et leur fournir les meilleures conditions d'apprentissage.



Nos objectifs :

- Crée une bulle de protection autour de notre jeunesse ;
- Faire de l'école un sanctuaire où chacun peut s'épanouir et devenir un citoyen éclairé.

Nous avons :



Porté la proposition de loi pour permettre à tous les enfants avec des besoins particuliers de bénéficier de l'outil "livret de parcours inclusif" et mettre en place des formations croisées entre tous les intervenants auprès des élèves en situation de handicap : ce n'est pas à l'enfant de s'adapter à l'école, mais à l'école de s'adapter aux besoins de l'enfant.



Initié un travail d'enquête à l'Assemblée nationale pour analyser les effets négatifs de Tik-Tok sur les jeunes et faire naître des mesures concrètes, rapides et utiles pour protéger nos enfants ;



Porté la proposition de loi visant à combattre l'antisémitisme, le racisme et les discriminations dans l'enseignement supérieur : l'université doit rester un espace de savoir, de débat et de liberté, inaccessible à la haine.



Protection de l'environnement

Depuis 2017, nous menons un politique ambitieuse pour l'environnement. Elle porte ses fruits : en 2023, on observe une baisse des émissions de gaz à effet de serre de 5,8 %. Nous appelons à ne pas revenir sur ces avancées majeur pour la transition écologique, la qualité de vie et la santé des Français.



Nos objectifs :

- Poursuivre les progrès engagés en faveur de la protection de l'environnement et de la transition énergétique grâce à des choix concrets et structurants ;
- Accompagner tous les Français dans la transition énergétique ;
- Lutter contre les reculs environnementaux.

Nous avons :



Voté contre la suppression des Zones à Faibles Émissions.

Les ZFE fonctionnent et permettent de diminuer la pollution de l'air, cause de 48 000 décès prématurés et 30 000 cas d'asthme infantiles supplémentaires chaque année. Seuls Lyon et Paris sont des territoires "ZFE" et imposent donc des restrictions de circulation pour 650 000 véhicules. Concernant les autres villes, la main reste au maire. Nous n'opposons pas justice sociale et santé car les premières victimes de la pollution de l'air sont les plus modestes vivant aux abords des axes routiers fréquentés.

Un travail d'accompagnement des collectivités locales et de nos concitoyens doit être mené. Nos concitoyens ne doivent pas être assignés à résidence, sans solution de transport.



Focus - MaPrimeRénov'

MaPrimeRénov' a permis d'accompagner de nombreux ménages dans la rénovation énergétique de leur logement et de stimuler l'activité économique du secteur du bâtiment. Les Français se sont massivement saisis de cette aide et si des ajustements sont nécessaires, il serait irresponsable de démanteler totalement cet outil.

Le Gouvernement a décidé la fermeture temporaire du guichet MaPrimeRénov' à partir du 1er juillet 2025 jusqu'à la fin du mois de septembre pour faire face à une situation d'afflux massif de dossiers à traiter. Plusieurs raisons expliquent cette difficulté de traitement des dossiers : la motion de censure adoptée par les oppositions a retardé l'adoption du budget 2025 : sans crédit, l'ANAH ne pouvait pas instruire les dossiers.

La hausse du nombre de dossiers frauduleux : 400M€ de mouvements financiers suspects ont été signalés sur MaPrimeRénov' ; au moins 16 000 dossiers suspicieux. Face au développement de l'éco-delinquance, **notre groupe a porté une loi visant à renforcer les contrôles et durcir les sanctions à l'encontre des fraudeurs.**

Le groupe EPR sera attentif au respect des engagements budgétaires pris par le Gouvernement dans le budget 2025, gage de confiance pour nos concitoyens. Nous demandons également de la stabilité pour que les entreprises et les citoyens aient de la visibilité.



Un budget pour le pays

La censure du Gouvernement Barnier par les oppositions a entraîné des conséquences terribles pour les Français. Sans budget, la mise en œuvre des politiques publiques a pris du retard et si le budget finalement adopté est imparfait, il vallait mieux un budget imparfait que pas de budget.

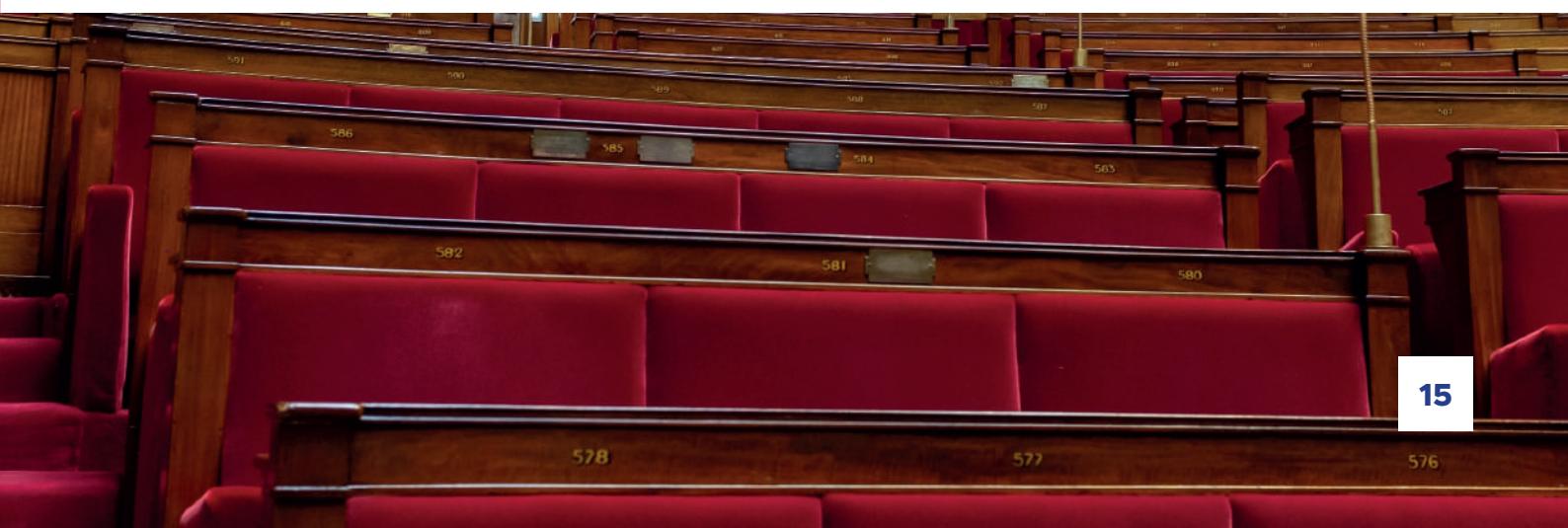


Nos objectifs :

- Défendre le pouvoir d'achat et refuser toute hausse d'impôts ;
- Garantir les moyens pour nos priorités nationales : sécurité, justice, défense ;
- Réduire le déficit tout en maintenant les investissements d'avenir.

Nous avons :

- Évité toute hausse d'impôt pour les classes moyennes, afin de protéger le pouvoir d'achat ;
- Préservé les budgets clés : Préserver les budgets de la Loi de Programmation Militaire, de la Loi d'Orientation et de Programmation du ministère de l'Intérieur, et de la Loi d'Orientation et de Programmation du ministère de la Justice ;
- Maintenu les dépenses d'investissement, d'avenir ;
- Porté nos combats pour la désmicardisation, la compétitivité et une trajectoire budgétaire responsable. Porté la proposition de loi visant à combattre l'antisémitisme, le racisme et les discriminations dans l'enseignement supérieur : l'université doit rester un espace de savoir, de débat et de liberté, inaccessible à la haine.



Rayonnement de la France à l'international

La France, pays des droits de l'Homme et terre des Lumières, doit se tenir aux côtés de ceux qui luttent pour leurs libertés.



Nos objectifs :

- Poursuivre le renforcement de l'Union européenne : une France forte dans une Europe puissante ;
- Continuer à porter nos valeurs et à défendre les libertés de chacun.

Nous avons :

- Soutenu le renforcement du soutien à l'Ukraine et demandé la saisie des intérêts des avoirs russes pour financer la reconstruction de l'Ukraine. Notre position est claire : faire payer la Russie ; faire respecter le droit international ; et démontrer notre fermeté et notre volonté face aux régimes autoritaires, qui testent notre capacité de réponse ;
- Condamné les violations des droits humains en Iran et en Afghanistan, notamment des femmes et des filles : nous nous tiendrons toujours aux côtés des femmes et des petites filles, opprimées dans le monde, qui demandent le respect de leur liberté et de leurs droits ;
- Appelé la France à inscrire les " Gardiens de la Révolution " sur la liste des organisations terroristes
- Appelé à la libération de Boualem Sansal, notre compatriote, un homme âgé et malade, actuellement détenu par l'Algérie : la liberté d'expression est un pilier de notre démocratie, nous la défendrons toujours ;
- Appelé à respecter la souveraineté du Groenland, du Danemark et des pays européens ;
- Dénoncé les dérives autoritaires de la Turquie à la suite de l'arrestation du maire d'Istanbul ;
- Lancé des initiatives parlementaires pour prévenir et lutter contre les ingérences étrangères : proposition de résolution européenne sur les ingérences dans les Outre-mer et un groupe de travail transpartisan.

Défense

Face à la multiplication des conflits, la France, seule puissance nucléaire de l'Union européenne, joue un rôle important : une France forte dans une Europe puissante, qui assume sa souveraineté et son indépendance. La défense est un secteur clé et nous devons poursuivre la construction d'une industrie de la défense française et européenne solide et ambitieuse.

Nous avons :

- Contribué à l'actualisation de la Revue nationale stratégique en exposant notre vision des grands enjeux stratégiques de défense et de sécurité ;
- Défini nos positions sur les sujets relatifs à " L'Europe de la défense " ; " Economie de guerre " ; " Enjeux maritimes " ;
- Rétabli une vérité historique en élevant Alfred Dreyfus au grade de général de brigade : nous saluons ainsi un engagement patriotique exemplaire et favorisons la transmission de notre histoire collective aux jeunes générations.
- Appelé à réviser le budget de la loi de programmation militaire : face à l'instabilité du monde, nous devons renforcer nos capacités dans des domaines clés (haute altitude, grands fonds marins, spatial, quantique, cybersécurité et intelligence artificielle) et accélérer l'acquisition de certains équipements clés (drones)



Outre-mer

Chaque territoire, chaque Français compte. Face aux catastrophes naturelles, la solidarité nationale est un impératif. À Mayotte, la tempête Chido a durement frappé la population. Nous avons répondu avec urgence, puis avec ambition pour bâtir un avenir plus résilient et équitable.



Nos objectifs :

- **Apporter une réponse rapide et concrète aux conséquences sociales, économiques et sanitaires de la tempête Chido ;**
- **Engager un plan de reconstruction durable pour Mayotte ;**
- **Renforcer la souveraineté républicaine dans l'archipel.**

Nous avons :



Adopté une loi d'urgence pour :

Assouplir les procédures d'urbanisme ;
Encourager des constructions plus résilientes ;
Prolonger les aides sociales et le versement des allocations chômage en fin de droit ;
Déployer des aides d'urgence spécifiques pour les acteurs économiques.



Lancé un projet de loi de programmation pour Mayotte, qui prévoit :

Une enveloppe de 4 milliards d'euros pour reconstruire, développer et sécuriser le territoire ;
La création d'une zone franche, d'un aéroport et d'un nouveau CHU ;
Le renforcement des conditions d'accès au séjour sur l'archipel.